



Assemblée générale

Distr. générale
7 mai 2015
Français
Original : russe

Soixante-dixième session

Demande d'inscription d'une question à l'ordre du jour provisoire de la soixante-dixième session

Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale à l'Union économique eurasienne

Lettre datée du 30 avril 2015, adressée au Secrétaire général par les Représentants permanents de l'Arménie, du Bélarus, de la Fédération de Russie, du Kazakhstan et du Kirghizistan auprès de l'Organisation des Nations Unies

Conformément à l'article 13 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, nous avons l'honneur de demander l'inscription d'une question intitulée « Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale à l'Union économique eurasienne » à l'ordre du jour provisoire de la soixante-dixième session de l'Assemblée.

Conformément à l'article 20 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, la présente demande est accompagnée d'un mémoire explicatif (voir annexe I) et d'un projet de résolution (voir annexe II).

Nous vous serions reconnaissants de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de ses annexes comme document de la soixante-dixième session de l'Assemblée générale.

Le Représentant permanent de la République d'Arménie
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(Signé) **Z. Mnatsakanyan**

Le Représentant permanent de la République du Bélarus
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(Signé) **A. Dapkiunas**

Le Représentant permanent de la Fédération de Russie
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(Signé) **V. Churkin**



Le Représentant permanent de la République du Kazakhstan
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(*Signé*) K. **Abdrakhmanov**

Le Représentant permanent de la République kirghize
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(*Signé*) T. **Kydyrov**

Annexe I

Mémoire explicatif

Union économique eurasienne

Réunis à Astana (Kazakhstan) le 29 mai 2014, les Présidents de la République du Bélarus, de la République du Kazakhstan et de la Fédération de Russie ont signé le Traité relatif à l'Union économique eurasienne, qui est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2015. L'Arménie a signé le Traité d'adhésion à l'Union économique eurasienne le 10 octobre 2014.

La création de l'Union économique eurasienne a marqué le passage à une nouvelle étape de l'intégration économique pour les États concernés, après la création de l'Union douanière et de l'Espace économique commun dans le cadre de la Communauté économique eurasienne, laquelle a été abolie en 2014.

Conformément à l'article 1 du Traité relatif à l'Union économique eurasienne, l'Union est une organisation internationale d'intégration économique régionale dotée d'une personnalité juridique internationale. Dans ce cadre, la liberté de circulation des biens, des capitaux et de la main-d'œuvre est assurée, et une politique unique, coordonnée et cohérente est mise en œuvre dans les divers secteurs de l'économie.

Dans le Traité, les États membres de l'Union économique eurasienne réaffirment leur attachement aux buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies ainsi qu'aux autres principes et normes universellement reconnus du droit international.

Les organes de l'Union sont le Conseil économique suprême eurasien (au niveau des chefs d'État), le Conseil intergouvernemental eurasien (au niveau des chefs de gouvernement), la Commission économique eurasienne (organe de réglementation permanent de l'Union) et la Cour de l'Union.

Les objectifs de l'Union sont les suivants :

- a) Création de conditions permettant aux États membres de jouir d'un développement économique stable et d'améliorer ainsi le niveau de vie de leur population;
- b) Mise en place d'un marché commun des biens, des services, des capitaux et de la main-d'œuvre;
- c) Modernisation globale, coopération et renforcement de la compétitivité des économies nationales dans le cadre d'une économie mondiale.

Ces objectifs sont conformes aux buts que l'Organisation des Nations Unies s'est fixés en matière de coopération économique et sociale internationale, lesquels sont énoncés au Chapitre IX de la Charte des Nations Unies.

À ce jour, les États membres de l'Union sont l'Arménie, le Bélarus, la Fédération de Russie et le Kazakhstan. La République kirghize a signé le Traité d'adhésion à l'Union le 23 décembre 2014 et met actuellement en place les procédures internes qui sont nécessaires à son entrée en vigueur.

Peut être admis dans l'Union, aux conditions arrêtées par ses membres, tout État qui en approuve les buts et principes. De même, tout État intéressé peut bénéficier du statut d'observateur auprès de l'Union.

Dans le Traité, les États membres de l'Union réaffirment leur volonté de poursuivre la mise en place d'une coopération économique mutuellement avantageuse et équitable avec les autres pays, les communautés internationales d'intégration et les organisations internationales.

L'octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale à l'Union économique eurasienne permettra à l'Union et à l'Organisation des Nations Unies de coopérer efficacement, régulièrement et de manière structurée, ce qui servira les intérêts des deux organisations et de leurs États membres.

Annexe II

Projet de résolution

Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale à l'Union économique eurasienne

L'Assemblée générale,

Souhaitant promouvoir la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union économique eurasienne,

1. *Décide* d'inviter l'Union économique eurasienne à participer à ses sessions et travaux en qualité d'observateur;
 2. *Prie* le Secrétaire général de prendre les mesures nécessaires pour donner effet à la présente résolution.
-